

Institut Pierre Mauroy
Colloque du 19 octobre 2023

**Présence et action socialistes,
d'hier à aujourd'hui**

Au cours des quatre périodes où, depuis 1936, les socialistes ont exercé le pouvoir, même de façon limitée dans le temps, des avancées sociales, sociétales et sur le plan européen notamment ont été réalisées qui ont fait progresser la démocratie et améliorer la vie des Français. Dans leur grande majorité, ces avancées n'ont pas - ou peu - été remises en cause par les gouvernements de droite qui se sont succédé au pouvoir. Elles constituent la base d'un programme d'action qui transcende les différences d'approches, parfois importantes, entre les sociaux-démocrates eux-mêmes et la gauche dans son ensemble, alors même qu'elles ont été adoptées dans des contextes politiques, économiques, européens et internationaux très différents.

Ainsi, la période du Front populaire -1936-1938- et le gouvernement de Léon Blum sont marqués par l'instauration des 40 h de travail par semaine et des congés payés, une référence incontournable de l'action de la gauche française sur le plan social qui sera poursuivie par les socialistes au pouvoir au fil du temps.

Vingt ans plus tard, le gouvernement de Guy Mollet, dont l'action a fait l'objet de nombreuses critiques, a cependant signé le traité de Rome, le 25 mars 1957 qui crée la Communauté économique européenne (CEE) et le traité Euratom instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEA). La question européenne reste au cœur du projet du parti socialiste. La période 1981-1995 marque la plus longue période de gouvernement de la gauche en France sous la V^e République. S'inscrire dans la durée était un objectif recherché depuis longtemps par les socialistes. Les avancées réalisées au cours de ces quatorze années sont nombreuses. Elles s'inscrivent dans la continuité de la doxa socialiste, notamment sous le gouvernement de Pierre Mauroy : retraite à soixante ans, cinquième semaine de congés payés, droits des travailleurs, remboursement de l'IVG, maintien de la France dans le SME. Notons aussi la fin de l'inflation, la décentralisation et l'importance donnée à la culture et à l'enseignement, centrale.

Enfin, dernière période, le quinquennat de François Hollande (2012-2017). Il se déroule dans un contexte économique difficile et frappé par le terrorisme. Il en ressortira un bilan contrasté, dont certaines lois, comme la loi Travail, seront contestées par certains socialistes. Pour autant, la Fondation Jean Jaurès, dans son « Inventaire 2012-2017 » * estime que « le bilan économique global est bien celui d'un redressement entre 2012 et 2017. Il effectuera des avancées sur le plan sociétal, notamment le vote de la loi sur le mariage pour tous et la (re)mise en place d'un ministère des Droits des femmes à part entière (le premier depuis 1981 !) qui prendra des mesures permettant une progression dans le domaine de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Ce rappel historique doit servir aujourd'hui au parti social-démocrate français qui traverse une période difficile dans une France elle-même en difficulté sur les plans social, économique et politique, à se reconstruire et à faire le point sur ce qui reste à faire dans les mois et les années à venir pour poursuivre le projet social, particulièrement dans le contexte nouveau du réchauffement climatique.

C'est à cette liaison « de la présence et de l'action socialistes d'hier à aujourd'hui » qu'entend s'intéresser ce dixième colloque, qui réunit des intervenants de différents horizons qui ont fait ou feront demain, chacun à sa façon, l'histoire et de la gauche en France et l'analyse de son histoire.

Quatre domaines nous paraissent particulièrement importants à approfondir dans cette optique : les avancées sociales à poursuivre (que la réforme des retraites a remises au cœur des préoccupations des Français), le projet européen, en débat aujourd'hui, notamment sur son élargissement et son rôle à jouer pour l'équilibre du monde et de la planète, la culture et l'éducation, questions centrales pour la démocratie, les droits des femmes, qui reculent partout dans le monde et même en Europe. La conclusion de cette rencontre devra notamment porter sur la relance de la compétitivité de l'appareil productif et les principales propositions pour reconstruire un parti social-démocrate capable de « Réformer la France »*.

Programme

Accueil : Jean-Marc Ayrault, président de la fondation Jean Jaurès

Modérateur : Bernard Derosier co-président de l'IPM

Introduction générale : Pierre-Emmanuel Guigo, maître de conférences, université Paris Est Créteil

Les avancées sociales : Jean-Claude Mailly, ancien secrétaire général de Force Ouvrière

Le projet européen : Bernard Cazeneuve, ancien Premier ministre, ancien ministre des Affaires européennes

La culture et l'éducation : Patrick Bloche, ancien président de la Commission des Affaires culturelles et de l'Education de l'Assemblée nationale

Les droits des femmes : Françoise Morvan, secrétaire générale de « Femmes, santé, climat »

Conclusion : Jean Peyrelevade, économiste, ancien directeur adjoint du cabinet de Pierre Mauroy, auteur de « Réformer la France »**

*Inventaire 2012-2017 - Retour sur un quinquennat "anormal", sous la direction de Alain Bergougnoux, Gilles Finchelstein, Maud Fassnacht et Mathieu Souquière, novembre 2018

**Réformer la France, par Jean Peyrelevade, Editions Odile Jacob, mai 2023, 22,90 euros